



# RFI ECO D'ICI, ECO D'AILLEURS

Sujet : GUERRE DES MONNAIES : LES BRICS A L'ASSAUT DU DOLLAR

Journaliste : M. Bruno FAURE

Invités :

- **Dr. Vincent PONS**, Professeur associé à Harvard Business School, en charge de "Business Administration" ;
- **Dr. Carl GREKOU**, économiste au CEPIL, spécialiste finance internationale ;
- **Dr. Yves Ekoué AMAÏZO**, économiste et Directeur de Afrocentricity Think Tank, un groupe de réflexion et d'action, [www.afrocentricity.info](http://www.afrocentricity.info).

Emission : Eco d'ici, Eco d'ailleurs sur Radio France International

Date du débat : 26 mai 2023 à 14h36 ;

Débat et Podcast sur RFI : <https://rfi.my/9Xg9> et [rfi.fr/fr/podcasts/](http://rfi.fr/fr/podcasts/)

Débat sur RFI Pure radio : <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/%C3%A9co-d-ici-%C3%A9co-d-ailleurs/20230526-guerre-des-monnaies-les-brics-%C3%A0-l-assaut-du-dollar>

Durée : 56 minutes et 26 secondes

Mise en ligne de la position d'Afrocentricity Think Tank : 28 mai 2023

Contributions d'Afrocentricity Think Tank au débat

Auteur des réponses aux principales questions de RFI : Dr. Yves Ekoué AMAÏZO.

**1. L'actualité porte sur la politique économique de Joe Biden, la question du plafond de la dette américain, les conséquences à l'échelle mondiale d'un éventuel défaut de paiement et la question du poids du dollar dans le monde... Votre sentiment général ?**

YEA. Merci pour l'invitation. Je donnerai un point de vue général, puis, un avis sur chacun des points soulevés.

Le monde est en pleine transition. Il s'agit du passage d'un monde unipolaire vers un monde multipolaire, une conséquence logique de la concurrence et de la compétition. Le problème est que cette concurrence ne se fait pas sur la base du respect du droit et des règles internationales établies, mais sur la base de relations internationales, et donc de la loi du plus fort ou de celui ayant les meilleures capacités de nuisance qui se décline en deux formes interdépendantes :

- la force ou la nuisance « dure » (hard en anglais), ce qui signifie principalement l'utilisation de la puissance militaire et/ou monétaire/financière ; ou
- la force ou la nuisance « douce » (soft en anglais), qui use de la diplomatie et de l'influence sous forme d'externalités négatives diverses, y compris le terrorisme.

Le sujet du jour « La guerre des monnaies : les BRICS à l'assaut du dollar » pose le problème des enjeux de puissance. La guerre des monnaies n'est qu'une forme « soft » pour se positionner dans la capacité à imposer une « vision » du monde. Or, il faut des règles acceptées par tous et surtout il faut les respecter. Dès lors que l'un ou l'autre des acteurs mondiaux, puissants, influents ou pas, s'engage dans une logique de non-respect des règles internationales en les modifiant au gré de sa volonté, et surtout lorsque tout ceci en pratique est considéré comme un abus de droit et un abus de pouvoir, il faut s'attendre à une réaction. Celle-ci peut être directe ou indirecte, individuelle ou collective.

Dans le choix de la seconde partie de votre sujet « les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) à l'assaut du dollar [américain] », il y a un parti pris. La réalité est que c'est le dollar américain, considéré comme une monnaie de réserve mondiale, qui ne répond plus aux critères du rôle que doit jouer une monnaie « internationalisée ».

Les trois principales fonctions de la monnaie, à savoir un instrument de paiement, de compte et de réserve, ne sont plus remplies, notamment pour les pays du BRICS et plus largement des pays disposant d'une faible capacité d'influence<sup>1</sup> dans le monde. Avec les sanctions unilatérales américaines (justifiées



ou pas), certains pays (Russie, Iran, etc.) sont de fait marginalisés, sinon exclus. Alors, comme personne ne sait quand est-ce que « son » tour viendra, le risque est grand de devenir la cible ou la victime des pays qui fondent, comme les Etats-Unis, leur « business model de gouvernance », sur leur capacité à ne plus respecter le droit et les règles internationales. Il existe plusieurs autres pays ayant des vellétés hégémoniques qui se comportent, à plus petite échelle, de la même manière. Alors, faut-il croiser les bras face à cette forme d'injustice mondialisée, historiquement facile à documenter ? La réponse est non pour de nombreux pays, lesquels cherchent collectivement non pas à s'attaquer au dollar mais à s'organiser en dehors du dollar américain. Il s'agit d'un non-alignement monétaire.

## **2. La politique économique de Joe Biden ?**

**YEA** : Les enjeux de puissance se couplent avec les enjeux de souveraineté, ce qui ouvre des déclinaisons multiples et parfois contradictoires dans le positionnement des Etats, y compris les Etats-Unis. C'est donc à l'aune de ce contexte qu'il faut analyser la politique économique du Président Joe Biden. S'il est vrai que les principaux indicateurs économiques sont plutôt flatteurs pour lui<sup>2</sup> (taux de croissance inférieur à la Chine mais meilleur que l'Union européenne, niveau bas du chômage mais avec des emplois précaires, déclassés et mal-payés pour une grande majorité d'Américains, rapatriement de certaines industries américaines sur le sol américain, etc.), la réalité est que cela se fait avec un déficit des dépenses et une incapacité à faire rentrer des recettes sans utiliser de manière unilatérale la force ou la nuisance « hard » ou soft, sans s'enquérir des conséquences sur ceux qui subissent cette force ou cette nuisance.

Le président Biden ne peut croire que sa noble vision pour soutenir en priorité la classe pauvre et la classe moyenne américaine peut fonctionner sans son engagement personnel au plan mondial. Or justement, la politique américaine fonctionne comme au temps colonial à l'instar de la colonie modèle que constituait le Togo dit « Muster Kolonie<sup>3</sup> : » entre 1884-1914. En fait, les félicitations de l'Allemagne à l'endroit du Togo reposaient principalement sur le fait que l'Allemagne ne déboursait aucun sou pour cette colonie, mais au contraire, faisait tellement d'argent que des surplus financiers provenant de l'exploitation de ce territoire étaient rapatriés en Allemagne. En comparaison et comme on n'est plus officiellement en mode colonie, les Etats-Unis utilisent le pouvoir militaire et/ou la capacité de nuisance hard ou soft, notamment leur capacité à inonder le monde avec le dollar américain, pour s'assurer qu'une partie de leurs dettes dont le plafond est systématiquement relevé, sera payé par le « reste » du monde.

La vision de Joe Biden n'est plus le « rêve américain (The American Dream) », mais plus sobrement « une « Amérique meilleure » grâce à un interventionnisme de l'Etat fédéral pour faire ruisseler l'argent vers les mesures sociales, que Barack Obama a initié. A côté de cette priorité des priorités, Joe Biden et l'ensemble de l'establishment américain, continuent à penser qu'ils sont « garants » d'une certaine sécurité du monde et justifient ainsi une augmentation des dépenses militaires, non sans utiliser la menace terroriste comme un fonds de commerce. Joe Biden, dans son programme, répète à qui veut l'entendre que la sécurité intérieure est indispensable pour répondre à la montée de la criminalité. Mais aucune loi n'est venue contrecarrer le port des armes inscrites dans la Constitution américaine sous la forme du droit légitime de se « défendre ». Paradoxalement, en voulant résorber le déficit créé par Donald Trump, la priorité de Joe Biden était de tenter de réduire, voire même de résorber le déficit budgétaire abyssal des Etats-Unis, en tentant de promouvoir une taxe pour les Américains les plus riches qui souhaitent payer...

Or, dans un contexte où les Etats-Unis refusent obstinément de réduire leurs dépenses extérieures de stabilisation de leur hégémonie balbutiante, au plan économique, c'est une politique de déficit budgétaire extra-ordinaire qui est proposée au Congrès, l'ordonnateur en premier ressort des dépenses de l'Etat américain. Avec des Républicains majoritaires dans la décision au Congrès qui ont, au cours des décennies passées, systématiquement accepté l'augmentation du plafond de la dette sous conditions, il faut s'avoir



que les conditions d'acceptation d'un relèvement du plafond de la dette américaine en 2023 se fait dans des conditions de négociations âpres, difficiles et donc extra-ordinaires avec les Démocrates. Autrement dit, la part de ce budget qui devra « profiter » aux Républicains dans le cadre de la négociation devra être « substantielle ». Le tout est de savoir ce que signifie « substantiel » en 2023 et en année de précampagne électorale pour les « Républicains ».

La politique américaine est donc une politique de l'endettement autorenouvelé avec comme assurance que le monde, c'est-à-dire, tous les pays autres que les Etats-Unis, devront en payer une partie, sinon une très grande partie, y compris ceux qui sont classés comme des « alliés » des Etats-Unis. D'ailleurs, le précédent président américain, Donald Trump avait commencé à clarifier cette position avec son « America First » et sa « volonté de se désengager totalement de l'OTAN »...

Pas de politique économique, sans politique tout court. Le problème est aussi que Joe Biden s'est fait élire sur le fait que son mandat présidentiel de quatre ans ne « devait » être qu'une transition pour céder la place à sa Vice-Présidente, Kamala Harris, une femme métis, qui n'a pas suffisamment d'opportunités pour son positionnement<sup>4</sup>. Là encore, et sans candidats déclarés, le monde a assisté à la décision extraordinaire de Joe Biden de se représenter à l'élection présidentielle de 2024. Pourtant selon un sondage de NBC News publié à la fin avril 2023, 60 % des Américains interrogés ne souhaitent ni Joe Biden, ni Donald Trump comme candidats aux prochaines élections<sup>5</sup>.

### **3. La question du plafond de la dette américaine ?**

**YEA.** L'utilisation qui est faite de la devise américaine, le dollar (USD), lorsque les Etats-Unis décident unilatéralement de ne pas respecter les règles d'équilibre de leurs finances publiques est un problème interne aux Etats-Unis. Mais dès lors qu'en filigrane, l'Administration américaine s'organise pour faire payer son déficit budgétaire et commercial au reste du monde, il y a une contestation que les médias politiquement corrects ne peuvent ignorer. A défaut de rembourser ses créanciers, l'Administration américaine est « condamnée » à systématiquement augmenter le plafond de la dette américaine.

Il convient de rappeler la stratégie systématique des dirigeants américains à assoir leur politique extérieure sur de la violence, une forme d'hégémonie que sous-tend une domination militaire, monétaire, financière et culturelle. Il y a manifestement une violence des armes de destruction massive, une violence de la monnaie et une violence de la culture fondées sur un certaine idée de « rêve américain » et une propension des principaux dirigeants américains à faire usage, souvent malheureusement ou heureusement (c'est selon) :

- du pouvoir coercitif (hard power) qui aboutit à la négation, voire la déstabilisation et la disparition de l'adversaire ; ou alors
- du pouvoir d'influence et de persuasion (soft power) qui aboutit souvent soit à la soumission, la servitude volontaire, ou l'acceptation de l'abus du droit.

C'est donc à l'aune des faits historiques du point de vue des pays faiblement influents qu'il faut expliquer le principe du « plafond de la dette américaine ». L'adoption du plafond se fait au niveau du Congrès américain, ce dans le cadre de négociations ardues entre groupes de pression. La pression ultime pour obtenir des concessions de part et d'autre, avant ou après la date butoir, peut conduire :

- en interne, à un défaut de paiement ;
- à l'international, à une crise financière mondiale, ou alors
- à des formes sophistiquées et sibyllines d'usurpation indirectes de la richesse d'autrui grâce à l'utilisation de la monnaie dollar comme réserve mondiale.

C'est le Congrès, -les parlementaires américains-, qui décide du montant que l'exécutif américain peut emprunter, soit environ 31 500 milliards de dollars (soit environ 29 000 milliards d'Euros). Ce montant a été atteint en janvier 2023. Depuis janvier 2023, ce sont des mesures d'urgence et temporaires qui ont permis d'honorer les engagements à l'extérieur comme à l'intérieur.



Au cours des 63 dernières années, le plafond a été relevé plus de 78 fois, soit pratiquement plus d'un relèvement par an<sup>6</sup>. Il s'agit là d'un signe de mauvaise gouvernance et une incapacité de l'exécutif américain à équilibrer ses comptes publics, même en optant pour une approche de type post-keynésianiste<sup>7</sup>.

Le relèvement sert principalement à couvrir, entre autres, les prestations de la sécurité sociale et de Medicare, les salaires des militaires, les intérêts sur la dette nationale, les remboursements d'impôts et d'autres paiements, et bien d'autres éléments couverts par l'approche de l'adoption du budget par un système de « package fourre-tout », permettant aussi de servir le complexe militaro-industriel -un lobby puissant- qui permet de sauvegarder des emplois aux Etats-Unis et d'assurer la fourniture des équipements et autres armes pour officiellement la défense par les forces armées, et en réalité pour perpétuer la stratégie de la guerre systématique en dehors des frontières américaines. Les justificatifs sont multiples dans le pays où le « marketing » est roi.

Avec la faillite de quelques banques régionales suite à un défaut de surveillance de la Federal Reserve (Banque centrale américain), un défaut de paiement, suite à un refus de relèvement du plafond de la dette, ne pourra que précipiter le monde vers une nouvelle crise financière d'une ampleur insoupçonnable. Cette fois-ci, toutes les classes de la société américaine et plus particulièrement l'emploi et le recours au crédit risquent de conduire non seulement les États-Unis, mais tous les pays dépendant du marché américain, dans une crise multiforme qui pourrait conduire à « appliquer » les méthodes d'ajustements structurels du fonds monétaire international (FMI) aux Etats-Unis, le tout sur financement paradoxal de la Chine, créancière en dernier ressort de la planète.

Il ne faut donc pas s'étonner que de nombreux pays qui ont appris à organiser leur capacité de « nuisance » en référence aux pratiques passées du bloc occidental, ont choisi d'organiser un monde parallèle, voire alternatif à celui imposé par les Etats-Unis et ses alliés et qui, paradoxalement, a conduit les Etats-Unis dans l'impasse. Quand Mme Janet. L. Yellen, la Secrétaire d'Etat au Trésor, et l'ancienne patronne de la FED, supplie le Congrès<sup>8</sup> (22 mai 2023) d'approuver au plus tôt un relèvement du plafond de la dette, sans d'ailleurs proposer des mesures pour que cela ne se reproduise pas dans les 12 prochains mois, il y a comme un vent de panique à bord.

S'il est vrai que les « présidents républicains » ont eu recours 49 fois depuis 1960 à ce relèvement du plafond de la dette contre 29 fois pour les présidents démocrates<sup>9</sup>, il convient de constater que la question n'est plus tant d'équilibrer des comptes publics ou même de tenter de le faire, mais de trouver de nouveaux rapports de force pour que le relèvement ait lieu et que la répartition se fasse au profit des groupes de pression les plus puissants et influents. La crise financière sera repoussée dans le temps, une bombe à retardement. Mais, la probabilité existe d'évoluer vers une guerre mondiale ou d'accepter une perte de souveraineté notamment pour les pays membres de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord).

#### **4. Les conséquences à l'échelle mondiale d'un éventuel défaut de paiement ?**

**YEA.** Le paradoxe de la politique américaine depuis des décennies est qu'elle se permet de considérer les restructurations de la dette souveraine américaine non soutenable<sup>10</sup>, non plus comme une urgence de « réduire » la part exponentielle de la dette publique totale, mais d'opter pour :

- structurer au plan national, des rapports de force mouvants entre les groupes de pression au pouvoir, à savoir derrière les Républicains et les Démocrates, les groupes de pression du monde des affaires ; et
- considérer l'effort de réduction de l'endettement public global des Etats-Unis comme une dette internationale ; et
- transférer, sous contrainte ou pas, directement ou pas, le paiement de cette dette, vers les pays dépendants des Etats-Unis au plan sécuritaire ou ne pouvant se passer du marché américain, ou encore disposant d'une créance importante sur les Etats-Unis (Bon du Trésor) au point d'accepter



de ne pas « tout perdre » en entrant en conflit ouvert avec les Etats-Unis., ou encore des pays faiblement influents, dont les pays africains.

Les conséquences d'une non-acceptation de ce principe unilatéralement injuste conduisent inmanquablement à des externalités négatives et collectives pour la stabilité monétaire et financière de tous les pays faisant usage du dollar américain, ou ayant adossé sa monnaie au dollar, ou pire, devant libeller le paiement de leurs biens et services exportés ou importés en dollar américain. A défaut, les signes annonciateurs d'une déstabilisation du monde et d'une crise d'une grande ampleur conduisent les principaux dirigeants du monde hors G7 à rechercher des alternatives à cette forme de prise en otage monétaire.

En réalité, les Etats-Unis refusent de restructurer leur dette souveraine nationale et internationale. Ils n'envisagent même pas de passer par les fourches caudines des conditionnalités drastiques du Fonds monétaire International, alors que la très grande majorité des Etats dans le monde y sont soumis en cas de déficit structurel.

##### **5. La question du poids du dollar dans le monde...**

**YEA.** Au 4<sup>e</sup> trimestre 2022, le total des réserves officielles libellées en dollar américain (USD) selon le Fonds monétaire international s'élevait à 11.962,89 milliards de USD<sup>11</sup>.

Le poids du dollar américain demeure considérable et représente 54,09 % des réserves libellées en dollars des banques centrales (6.471,28 milliards de USD), près des deux tiers des réserves mondiales. Mais il s'agit là du niveau le plus bas depuis 25 ans<sup>12</sup>.

L'Euro vient en deuxième position avec 18,97 % (2.270,36 milliards de USD). C'est de loin la première monnaie de réserve mondiale<sup>13</sup>. Les réserves permettent d'assurer une capacité de paiement, d'honorer ses engagements, financer son déficit commercial et d'assurer une prévisibilité dans la confiance des marchés en la devise d'un pays, et en cas de mouvements imprévisibles des capitaux et de crises financières, de résister à l'instabilité des flux financiers.

La perte de poids du dollar américain dans l'économie mondiale est liée à l'utilisation croissante d'autres monnaies par les banques centrales pour réaliser des opérations internationales, notamment l'Euro et de plus en plus le Yuan chinois (Renminbi) et même le rouble russe. Lorsque l'Union européenne a lancé l'Euro pour justement organiser son indépendance vis-à-vis du dollar américain, il n'y a pas eu tant de cris d'orfraie. Mais lorsque les pays subissant les décisions unilatérales de l'Administration américaine décident comme les BRICS d'organiser une nouvelle alliance pour promouvoir la compensation, l'utilisation d'un panier de monnaies excluant les monnaies du G7, les constats de « guerre des monnaies » ou « les BRICS à l'assaut du dollar américain », vrais en principe, demeurent toutefois partiels. En effet, personne ne peut accepter de perdre sur le long-terme jusqu'à 30 % de la valeur de sa devise, voire de ne pas pouvoir se faire payer ses créances sur les Etats-Unis en or depuis 1971.

DE surcroît, aucun Etat ne peut accepter sur le long-terme le risque de voir les Etats-Unis décider unilatéralement de ne pas payer ou de différer le paiement de leur dette sans contreparties, ce de manière préméditée ou alors de manière imprévue suite à une incapacité à trouver un consensus au Congrès avant les dates butoir de « rééchelonnement » du plafond de la dette.

Le temps où le dollar américain était considéré comme un équivalent général à qualité égale avec l'or (selon la formule « *Dollar as Gold as Gold* ») est révolu.

Selon le président Richard Nixon qui a unilatéralement décidé le 15 août 1971 de ne plus adosser le dollar américain au prix de l'or, il s'agissait d'une mesure « temporaire », destinée en priorité à ceux dénommés les « spéculateurs » et ayant pour « objectif de détruire le dollar américain. En réalité, la mesure temporaire est devenue définitive. Ce président a déclenché la fin du système de Bretton Woods et a introduit la fin de la convertibilité du dollar américain en or, avec en prime, la fin de la stabilité monétaire de l'après deuxième guerre mondiale. Les monnaies nationales voient leur taux de change varier au jour le jour en fonction des équilibres hypothétiques des balances commerciales et des attaques spéculatives, à l'affût d'éventuelles réévaluations des monnaies par les gouvernements.



Cela a avantagé le dollar américain dans un premier temps avec un quasi-monopole du dollar comme monnaie de réserve mondiale. Mais, c'est surtout parce-que la fonction principale de la monnaie, à savoir de servir d'équivalent général, que le dollar américain avait remplie. Le pouvoir libérateur du dollar américain était accepté et respecté. Mais plusieurs évènements vont contrecarrer cette embellie du dollar-roi. Avec la mauvaise gouvernance américaine que constituait l'impossible retour à l'équilibre budgétaire des comptes publics américains, il faut bien se rendre à l'évidence que l'Administration américaine, passée et présente, a refusé et refuse :

- d'une part, de constituer des réserves de change en devises d'autres pays, et
- d'autre part, de financer/refinancer les déficits de sa balance commerciale et de sa balance des paiements.

L'image de l'Administration américaine de l'extérieur, ce sur une base indépendante, s'est constituée autour de l'idée que les Etats-Unis peuvent unilatéralement refuser d'honorer le paiement de ses dettes. Il y a là une faute, voire un infraction au droit international. Cela n'a été possible que grâce à la capacité de nuisance « dure » et la capacité d'influence « souple » (hard et soft power). C'est cette capacité unique dans un monde unipolaire qui est en train de rentrer en concurrence avec la Chine et la Russie d'une part, et plus largement avec le reste du monde. Cela ressemble à une compétition dans laquelle la défense de la souveraineté des Etats prendra de plus en plus d'importance dans la décision des Etats :

- de faire usage du dollar américain un équivalent général, et/ou
- de s'aligner ou pas sur les Etats-Unis comme super-puissance mondiale.

#### **6. La monnaie chinoise peut-elle remplacer le dollar américain ?**

**YEA.** La diversification avec le Yuan (Renminbi) chinois qui ne représentait au 4<sup>e</sup> trimestre 2022, que 298,44 % des réserves officielles mondiales, soit 2,49 % selon le FMI, pourrait n'être que la tête d'un iceberg trompeur. En effet, il faudra nécessairement revoir la méthodologie de calcul de la composition des réserves mondiales car :

- de nombreuses banques centrales sont en train de constituer des stocks d'or et d'avancer vers l'or digitalisé ; et
- de nombreux pays ne souhaitant plus subir l'unilatéralisme américain, et à moindre échelle, celui de l'Euro, -et indirectement de la France dans les pays africains de la zone franc et utilisant le signe monétaire Franc CFA-, pourraient choisir non pas de faire la guerre des monnaies, ni de rejoindre l'alliance des BRICS, pour partir à l'assaut du dollar américain, mais plutôt de rester cohérents avec leur principe de non-alignement et de respect du droit international dans le domaine monétaire en optant pour un système alternatif, parallèle au dollar américain.

Le pouvoir exorbitant de création monétaire des Etats-Unis via la banque centrale (Federal Reserve) par l'émission de dollars au-delà de sa capacité, risque de s'amoinrir. En effet, l'émission supplémentaire de dollars américains qui permettait de financer la dette américaine à moindre coût et au-delà d'un plafond régulièrement et unilatéralement augmenté sans l'avis du reste du monde, risque d'être circonscrit. Même les actifs financiers américains, tels que les obligations du Trésor, présentant un risque faible dans la constitution des réserves dans le budget du reste du monde, vont rentrer en concurrence avec l'or, l'or digitalisé et plus largement avec les monnaies-matières premières numérisées, dès lors que dans des réseaux fermés, ces monnaies alternatives, de plus en plus digitalisées, viennent concurrencer un billet vert qui ne pourra que continuer sa descente inexorable vers la perte de son pouvoir libérateur auprès des populations, et par ricochets, auprès de nouvelles autorités publiques des pays embrassant le non-alignement.

Cela pourra avoir lieu :

- lors de changements radicaux d'orientation politique (c'est le cas du Mali, de la Centrafrique, du Zimbabwe en Afrique), ou



- du fait de la perte de confiance dans les monnaies nationales des pays disposant d'une capacité d'influence faible ou chloroformée, qui subissent de fait et systématiquement, une dévaluation structurelle de leur monnaie adossée au dollar. Le cas de l'Argentine mérite le détour.

### **7. Les dévaluations des monnaies nationales de pays en Amérique Latine, le cas de l'Argentine ?**

YEA. Un cas emblématique est celui des autorités de l'Argentine avec le peso argentin lesquelles avaient cru bon de s'aligner sur le dollar américain. Un dollar américain valait 4,33 peso argentin (ARS) au 31 janvier 2012 contre 235,72 ARS au 24 mai 2023. Il n'est plus question de dépréciation, ni même de dévaluation, mais de dévalorisation de cette monnaie et de la gouvernance qui l'accompagne. La croissance économique a chuté et est estimée à 2 % pour 2023 et 2024<sup>14</sup>. L'inflation est estimée à plus de 106 % annuellement en 2023 par la Banque mondiale<sup>15</sup>, avec comme résultante plus de 39,2 % de la population en situation de pauvreté. Le nouveau billet de 2000 peso Argentin, d'une valeur d'environ 8,59 dollars américains, ne s'échange déjà plus qu'à 4,08 dollars américains sur le marché informel. Autrement dit, un dollar américain en mai 2023 s'échange autour de 2000 peso argentin, au lieu des 4,33 peso argentin en 2012. Qui peut croire que le futur monétaire de l'Argentine demeurera le dollar américain ? La résultante directe de l'échec du partenariat « dollar américain – peso Argentin » se trouve dans la volonté des autorités argentines d'entrer dans la constellation BRICS, dès que possible.

### **8. Les dévaluations des monnaies nationales de pays en Afrique : la crise financière de 2008 responsable ?**

YEA. La crise financière de 2008/2009<sup>16</sup> a dopé un dollar américain qui a servi de valeur-refuge. L'arrimage du dollar américain reposait sur la puissance militaire et économique américaines, d'où la confiance. Or, avec le déficit structurel abyssal des Etats-Unis couplé avec un relèvement quasi-institutionnalisé et instrumentalisé en moyenne une fois par an, la possibilité d'un Etat américain qui ferait défaut, n'est plus une hypothèse d'école. L'Administration américaine peut décider unilatéralement de ne pas payer une partie de sa dette vis-à-vis d'un pays à capacité d'influence faible. La confiance instable et les dévaluations-dépréciations successives des monnaies nationales risquent alors de conduire de nombreux Etats et banques centrales souveraines à opter pour une architecture monétaire et financière qui fonctionnerait à la marge du système américain. Au demeurant, l'arrimage au dollar américain est devenu synonyme pour certains de déstabilisation, et de perte de souveraineté, notamment en Afrique. Pour certains, il s'agit même d'une forme de recolonisation monétaire à l'instar du Franc CFA qui perpétue une forme de « nazisme monétaire<sup>17</sup> » à la sauce française en refusant de laisser les pays de la zone franc décider de leur système de convertibilité dans une devise étrangère du FCFA sans la tutelle française du Trésor français.

Ensuite, l'ampleur de la dette publique américaine n'apporte que peu de garantie pour les créanciers nets, notamment les détenteurs d'une partie de la dette américaine. Il n'est plus tout à fait exact que le fait de détenir des dollars américains dans le portefeuille de devises constituant les réserves d'un pays, permet aux banques centrales ne disposant pas de capacité de nuisance et d'influence de protéger leur monnaie contre une dépréciation, et surtout une décision extraterritoriale d'appropriation du bien d'autrui. L'habillage « sanctions » et les mesures de type punitive pour servir des intérêts de politiques intérieures, n'ont jamais conduit un Etat souverain militairement et financièrement, à renoncer à sa souveraineté. C'est donc bien par la voie diplomatique des négociations entre les Etats-Unis et ses créanciers qu'une solution « gagnant-gagnant » pourra être trouvée. La guerre par procuration des Etats-Unis et de ses alliés en Ukraine relève du déficit de sagesse. Ceux qui ne veulent pas de paix ne doivent pas entraîner ceux qui ne veulent pas de la guerre dans des enjeux de puissance où l'Afrique, mais aussi les pays disposant d'une capacité d'influence faible ou affaiblie ne pourront qu'y perdre des plumes.



**9. L'hégémonie du dollar, dans les pays à forte inflation notamment. Les conséquences en Afrique avec la question sous-jacente de la dette...**

**YEA.** Depuis 1971 où les Etats-Unis unilatéralement ont choisi de ne plus honorer leur dette en « or » (dollar n'est plus convertible en or mais en dollar américain), l'Etat américain a choisi de ne plus respecter les règles d'équilibre budgétaire. La FED ne remboursera plus en or son déficit de balance des paiements ce qui veut dire que le Gouvernement américain a choisi d'abuser du privilège du billet vert américain, notamment l'augmentation du plafond de la dette sans l'avis des partenaires du monde. Les pays subissant des envolées inflationnistes sur la durée sont les premières victimes des conséquences des Etats-Unis de gérer leurs comptes publics dans les limites d'un budget imparti.

Aussi, les Etats-Unis ont choisi d'usurper du reste du monde par le taux de change asymétrique, un endettement sans limite et surtout une exportation partielle de sa dette du fait de la perte de valeur du dollar que des pays conservent comme une monnaie de réserve. Autrement dit et sur le moyen et long-terme, la violence de la monnaie<sup>18</sup> « dollar » se résume quasi-systématiquement en une baisse automatiquement -volontaire ou pas- des autres monnaies/devises ou signes monétaires. Pour l'Afrique dont la plupart des monnaies utilisées sont adossées au Dollar, ou à l'Euro, il n'y a aujourd'hui comme alternative autre que le statu quo :

- d'opter pour un panier de monnaie,
- de revenir à l'étalon or, en attendant
- d'évoluer vers des monnaies adossées à des matières premières échangeables.

Sur les 20 dernières années, la parité Euro/Dollar est passé de 1 Euro pour 1,31 USD au 31 janvier 2012 contre 1 Euro pour 1,08 USD le 25 mai 2023. Cette situation renchérit les importations pour la zone Euro, mais un véritable coup de massue pour les pays utilisant le FCFA notamment tout ce qui est importé, à savoir les biens de consommation, les biens intermédiaires, les produits finis et industrialisés, et bien sûr les matières premières. In fine, augmenter le plafond de la dette aux Etats-Unis ne devrait se faire que sur la base d'une décision démocratique avec les perdants et les gagnants de ce système au plan international. Mais c'est oublier « America First » de Donald Trump et que Joe Biden n'a nullement remis en cause. Les conséquences de la dépréciation ruissellent dans tous les secteurs clés.

Actuellement, avec le niveau élevé du prix de l'énergie, tous les importateurs nets d'énergies fossiles facturées en dollar américain sont pénalisés (Pétrole et gaz), ce qui contribue automatiquement à doper le taux d'inflation en zone Euro et en Afrique. Le budget consacré à mener une guerre par procuration en Ukraine limite les marges de manœuvre économique pour tous les pays africains qui viennent en soutien à l'Union européenne.

**10. Les conséquences sur les autres monnaies comme le CFA, ceux qui y gagnent et ceux qui y perdent, l'action des gouvernements et des banques centrales.**

**YEA.** Les conséquences en Afrique subsaharienne sont en fait d'abord une augmentation de la dette et de l'inflation non compensée par un taux de croissance moyen estimée autour de 3,8 % pour 2023-2024 par le FMI<sup>19</sup>. En parallèle, l'inflation ne cesse d'augmenter en Afrique subsaharienne, avec un taux de 12 % pour 2023-2024.

Les pays de la zone franc d'Afrique centrale et de l'Ouest, ayant en commun deux signes monétaires distincts que sont le FCFA de l'Afrique de l'Ouest et le FCFA de l'Afrique centrale, et dont la convertibilité dépend de manière unilatérale du Trésor français, devraient avoir un taux de croissance économique moyen estimé à 5,5 % entre 2023 et 2024 avec une inflation moyenne autour de 3,4 %, ce qui pourrait faire croire que les effets négatif du dollar seront amoindris du fait du différentiel positif. Il n'en est rien pour l'Afrique centrale. Le cours du dollar américain n'a fait que s'apprécier par rapport au Franc CFA en général. Pour l'Afrique centrale, on est passé de 501,5 FCFA (XAF) pour 1 USD au 31 janvier 2012 à 611,96 FCFA (XAF) le 28 mai 2023. Pour l'Afrique de l'Ouest, le cours du dollar américain n'a fait que s'apprécier par rapport au Franc CFA d'Afrique occidentale, passant de 501,5 FCFA (XOF) pour 1 USD au 31 janvier 2012 à 611,96 FCFA (XOF) le 28 mai 2023.



Ceux qui y gagnent sont manifestement ceux qui contrôlent la convertibilité de la monnaie, donc la France. Ceux qui y perdent sont les populations, qui prend de plus en plus conscience que ceux qui sont à la tête de l'Etat ne sont pas nécessairement là pour servir les intérêts des Peuples africains. Les actions des gouvernements et des banques centrales dans un espace zone franc sans véritable souveraineté et l'économie est très extravertie, relève plus du cosmétique que d'orientations stratégiques au service du bien commun.

**11. Les conséquences sur les autres monnaies comme le CEDI ghanéen, le Naira du Nigeria, le Rand de l'Afrique du sud, le Dirham marocain, ceux qui y gagnent et ceux qui y perdent, l'action des gouvernements et des banques centrales**

**YEA.** Si l'on prend l'exemple de la monnaie ghanéenne, le CEDI, du 31/01/2012 au 23 mai 2023, est passé de 1,68 Cedi (GHS) à 10,80 Cedi pour un dollar américain, le Nigeria avec le Naira (N), entre le 31/01/2012 et le 23 mai 2023, est passé de 349,60 N à 459,00 N pour un dollar américain), ou l'Afrique du sud avec le Rand (ZAR R) entre le 31/01/2012 et le 23 mai 2023, est passé de 7,81 ZAR R à 19,20 ZAR R pour un dollar américain. Toutes ces monnaies africaines ont subi une dépréciation par rapport au dollar américain au cours des 10 dernières années. Même le Maroc qui pourtant fait un saut qualitatif en termes d'industrialisation et de bonne gouvernance, voit sa monnaie le Dirham marocain, subir une dépréciation, passant du 31 janvier 2012 au 23 mai 2023, de 8,51 Dirham (MAD) à 10,19 MAD pour un dollar américain<sup>20</sup>.

Beaucoup de perdants et peu de gagnants ! Il faut une volonté politique, une industrialisation fondée sur la transformation des matières premières localement avec une création d'emplois et une amélioration de la valeur ajoutée manufacturière grâce à une productivité acquise et des entreprises maîtrisant le passage d'un contenu technologique faible vers des technologies intermédiaires ou à forte valeur ajoutée.

L'action des gouvernements et des banques centrales pour soutenir les recettes fiscales par des incitations et des accompagnements demeure efficace. Par contre, l'interventionnisme de l'Etat passant par des privatisations de pans entiers des capacités productives a été contre-productif comme le montre le cas du Ghana, qui a renoué avec les conditions draconiennes du Fonds monétaire international.

**12. Le rôle des BRICS ?**

**YEA.** Les BRICS<sup>21</sup> sont en passe de s'agrandir. Il importe de citer les sept pays africains qui ont officiellement manifesté, sans pressions (hard et soft power), leur volonté de rejoindre les BRICS : L'Algérie, l'Egypte, le Nigeria, le Sénégal, le Soudan, la Tunisie et le Zimbabwe<sup>22</sup>.

S'il faut un consensus de tous pour coopter un nouveau membre, les dirigeants du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud devraient évoluer vers une forme d'alliance entre 25 et 30 pays pour devenir les BRICS Plus<sup>23</sup>. Si les membres de l'Alliance des BRICS qui sont des pays non-membres décident aussi de rejoindre définitivement les BRICS, le nombre de pays pourrait dépasser la trentaine. Au-delà des facilités, des technologies, des projets d'infrastructures et des crédits qu'offrent les pays émergents du BRICS sur des bases non condescendantes et respectueuses de leur souveraineté, ce qui risque de fonder une unité stratégique est bien la création d'une monnaie commune<sup>24</sup> de réserve<sup>25</sup> comme une alternative à l'hégémonie du dollar américain<sup>26</sup>, mais aussi de l'Euro notamment dans la zone franc en Afrique.

Par ailleurs, la Chine a également lancé le développement de son propre système de paiement alternatif au système privé SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication (SWIFT)) qui prend en compte les décisions unilatérales de l'Administration américaine. Il s'agit du Cross-Border Inter-Bank Payments System (CIPS), qui permet aux institutions financières dans le monde d'échanger des informations sur les transactions financières dans un environnement sécurisé, normalisé et fiable. De plus, la Russie avec son système de transfert d'information financière (System for Transfer of Financial Messages (SPFS)), le Brésil avec un système similaire (PIX), et l'Inde avec son système (Structured Financial



Messaging System (SFMS)) sont en voie de trouver des voies de concordance pour harmoniser l'ensemble des systèmes et faciliter l'intégration.

Il existe au sein des BRICS un « accord de réserve contingente » (Contingent Reserve Arrangement (CRA<sup>27</sup>)) qui offre un cadre de protection lorsqu'un pays membre subit des pressions mondiales en termes de liquidités, ou de pénuries de devises surtout lorsque la monnaie nationale est en difficulté. Il s'agit en fait d'une sorte de Fonds monétaire des BRICS, doté de 100 milliards de USD au démarrage, qui fonctionnera en mode jumelage avec la nouvelle Banque de développement des BRICS<sup>28</sup>, dotée elle de 50 milliards USD au démarrage, cette dernière mettant plus l'accent sur l'intégration des échanges entre les pays membres des BRICS entre eux, et plus largement la coopération Sud-Sud. Les deux institutions apparaissent aujourd'hui comme des alternatives aux institutions de Bretton-Woods, et en filigrane, une alternative aux tenants du « Washington Consensus ».

A force de marginaliser les Etats disposant d'une faible capacité d'influence et les Etats émergents, ceux qui s'estiment marginalisés ont choisi de s'organiser non pas contre ceux qui les marginalisent, mais en parallèle et sans eux.

Aussi, les objectifs des BRICS Plus semblent répondre plus aux manquements existants et hérités pour partie d'un système qui privilégiait les intérêts du G7. Les BRICS considèrent d'ailleurs que le G20 n'est plus nécessairement le cadre idéal pour traiter les dossiers de souveraineté des pays à capacité d'influence faible ou émergent. Aussi, ils ont choisi collectivement de « s'engager en faveur du multilatéralisme, de respecter les principes de la Charte des Nations Unies et d'accroître la représentation des marchés en développement dans la gouvernance mondiale, ainsi que de coopérer davantage pour lutter contre la pandémie, promouvoir le développement partagé et renforcer la solidarité et la coopération ».

### ***L'assouplissement quantitatif ?***

**YEA.** Pour faire simple, l'assouplissement quantitatif trouve son soubassement dans une politique monétaire pour injecter de l'argent frais dans l'économie et stimuler la croissance. La banque centrale joue un rôle central de rachat massif de la dette publique ou d'autres actifs financiers, y compris des actifs non performants<sup>29</sup> des banques commerciales et des prêts directs aux entreprises et au gouvernement et parfois à des agents adeptes de la spéculation. Les critiques sont de plus en plus vocales pour considérer la responsabilité des banques centrales dans la hausse généralisée des prix au cours de la période 2022-2023<sup>30</sup>.

Pour les Etats-Unis, les politiques monétaires quantitatives très accommodantes (quantitative easing) des banques centrales avec des taux d'intérêts bas ou négatifs avec un achat massif d'actifs financiers ne sont plus tenables en période post-COVID. Le taux de refinancement de la FED américaine est passé à 3,25 % fin septembre 2022, ce qui aspire les capitaux davantage vers la zone dollar, avec un effet de dépréciation de l'Euro du fait d'une politique de refinancement de la BCE de 1,25 % à la même période, un décalage qui vient réduire l'attractivité de l'Union européenne pour les capitaux ou des investisseurs. En zone franc, il est difficile de parler de banque centrale car l'essentiel du pouvoir monétaire repose sur une forme de priorité à accorder à la France sous peine de voir la convertibilité du FCFA être utilisée comme un moyen de chantage sur les Etats, lesquels au plan de la corruption, ne sont pas tous innocents.

### ***13. Mouvement vers une dédollarisation des économies lancé notamment par les BRICS ? La bataille monétaire dollar / yuan***

**YEA.** Le dollar américain s'est déprécié face au Yuan chinois (Renminbi) en 20 ans. Le cours du dollar américain n'a fait que se déprécier par rapport au Yuan chinois, passant de 6,31 CNY pour 1 USD au 31 janvier 2012 à 7,06 CNY le 26 mai 2023. La Chine, et plus globalement l'ensemble des pays membres dits du BRICS Plus avec l'Alliance du BRICS, ont comme objectif de réduire la part des bons du Trésor américain et le dollar dans leurs réserves de changes au profit de l'or.

Les sanctions unilatérales américaines consistant à ne pas respecter les règles internationales dès lors que leurs intérêts doivent primer sur ceux des autres, sont devenues contreproductives.



Faut-il parler de dédollarisation ou plutôt d'alternative au dollar comme seule monnaie de réserve internationale ? Se retrouver avec la part du dollar américain prépondérante dans ses réserves relève d'une forme d'ingérence passive d'une monnaie dans les comptes publics d'un Etat souverain. Dès lors que cette monnaie se déprécie à partir de décisions unilatérales américaines, la lutte pour recouvrer une souveraineté monétaire dans les pays disposant d'une capacité d'influence devra primer dans le futur. L'Alliance entre les pays du BRICS avec les pays disposant d'une capacité d'influence faible ne peut qu'accélérer le mouvement de la création d'un monde monétaire multipolaire et bipolaire, à savoir :

- multipolaire au sein d'un réseau des pays dits du « Sud Global » avec les BRICS élargis ; et
- bipolaire car mettant en exergue l'émergence de la Chine comme une nouvelle puissance mondiale, contestant l'unilatéralisme américain, et parfois des alliés américains au sein de l'OTAN.

#### **14. L'attitude de la Russie face aux sanctions financières ?**

**YEA.** Le cours du dollar américain n'a fait que se déprécier par rapport au Rouble russe, passant de 30,30 RUB pour 1 USD au 31 janvier 2012 à 80,15 RUB le 25 mai 2023.

Ce sont les « sanctions » et le gel des avoirs russes par les Etats-Unis et l'Union européenne qui ont conduit les banques russes à opter pour le système de paiement interbancaire transfrontalier chinois CIPS. Ce système de paiement est utilisé pour le règlement des prêts ou crédits internationaux en yuan et les échanges liés à l'initiative « Belt and Road », la fameuse ceinture économique de la route de la soie » ou l'initiative « ceinture et route ».

Le système SWIFT verra graduellement son hégémonie se réduire au profit des systèmes alternatifs de messagerie dans un monde multipolaire. Tout va dépendre d'ailleurs du coût de toute transaction financière des flux monétaires internationaux.

Le système SWIFT (la Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication) est un système de paiement en réseau et hautement sécurisé qui relie des milliers d'institutions financières dans le monde et facilite les paiements internationaux rapides. La Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication est une entreprise privée. C'est l'entreprise qui répertorie l'ensemble des codes SWIFT des opérateurs bancaires du monde entier. La réalité est qu'elle peut bloquer les transactions de manière arbitraire. Plusieurs banques russes sont exclues sauf par exemple Gazprom Bank qui livre du pétrole et du gaz à l'Europe. Aussi, personne ne peut contester que des pays, notamment ceux membres du BRICS Plus s'organisent pour faire émerger des systèmes alternatifs, sur la base du respect des règles établies et consensuellement acceptées.

Outre les sanctions unilatérales d'exclure certains pays dans l'utilisation du système Swift, la Russie, la Chine et même l'Inde, recherchent des voies alternatives pour sortir de la dépendance unilatérale des Etats-Unis. Les enjeux de puissance obligent la Chine et la Russie à y voir un obstacle majeur à leur souveraineté. Ce constat est partagé au sein du BRICS Plus. Aussi, la Russie et la Chine sont en train d'avancer sur de nouveaux systèmes de paiement internationaux avec le transfert de messages financiers dit « SPFS - System for Transfer of Financial Messages développé par la banque centrale russe d'une part, et d'autre part, le système chinois de paiement interbancaire transfrontalier dit CIPS - Cross-Border Interbank Payment System. L'intégration des deux systèmes est en cours, avec des concordances avec l'Inde. Il s'agit d'un véritable système de paiement international alternatif qui offre des services de compensation et de règlement à ses participants pour les paiements et échanges transfrontaliers en Yuan chinois (renminbi). Soutenu par la Banque populaire de Chine (PBOC) dès la création en 2015, ce système parallèle risque d'attirer tous les pays qui veulent œuvrer dans un monde multipolaire et sortir par la même occasion de la suprématie arbitraire du monde unipolaire imposé par les Etats-Unis et certains de leurs alliés.

#### **15. L'analyse des solutions alternatives envisagées en prenant l'exemple du Zimbabwe qui mise sur ses réserves en or.**

**YEA.** Le Zimbabwe a connu une période d'hyperinflation en 2009 et avait opté pour l'utilisation du dollar américain comme monnaie en 2019. Le dollar zimbabwéen a été réintroduit dans le but de relancer



l'économie en souffrance du pays. Mais en 2022, le gouvernement a décidé de réintroduire l'utilisation du dollar américain en espérant stopper l'inflation généralisée dans le pays. Or, la pénurie de devises étrangères, le niveau élevé du chômage, la faiblesse des investissements étrangers, et la gouvernance politique et économique adoptée manquent de transparence.

Le cours du dollar américain n'a fait que s'apprécier par rapport au dollar zimbabwéen (ZWL), passant de 322,35 ZWL pour 1 USD au 23 juillet 2012 à 1.129 ZWL le 25 mai 2023, suite à une période de suspension des cours.

La Reserve Bank of Zimbabwe a annoncé son intention d'introduire une monnaie numérique adossée à l'or pour servir de monnaie légale dans le pays. Il s'agit de stopper la dépréciation structurelle de la monnaie locale par rapport au dollar américain. Cette monnaie numérique adossée à l'or permettra d'échanger de petites quantités de dollars zimbabwéens contre le jeton d'or numérique,

La monnaie du Zimbabwe se négocie actuellement à 1.001 ZWL contre 1 dollar, mais est généralement échangée contre 1.750 ZWL dans le pays. L'inflation annuelle des prix à la consommation du pays a atteint son plus bas niveau en un an en mars 2023, à 87,6 %, contre 92 % en février 2023.

Selon un rapport du Wall Street Journal de mars 2023, le dysfonctionnement monétaire dans le pays et l'absence de changements ont conduit les entreprises à imprimer leur « propre argent », souvent sur des bouts de papier manuscrits, afin que les utilisateurs puissent payer leurs achats futurs.

L'introduction d'une monnaie numérique adossée à l'or au Zimbabwe a pour objet principal de tenter de limiter la volatilité du dollar zimbabwéen, qui est à un stade avancé de perte de pouvoir libérateur auprès des populations. L'introduction d'un jeton d'or numérique et l'adoption croissante des crypto-monnaies au Zimbabwe et ailleurs en Afrique (Centrafrique) est un signe de la volonté des Etats africains de disposer d'un instrument de paiement, de réserve et de compte qui échappe à des contrôles d'entités extérieures. Le défi des solutions innovantes reste entier tant au plan énergétique, de sécurisation des données, de maîtrise des technologies de la blockchain, et surtout de transparence, etc.

#### **16. Votre mot de fin ?**

**YEA.** La question n'est plus de savoir s'il y aura une création d'une monnaie de réserve alternative au dollar américain. La question est de savoir quand et à quelles conditions notamment en termes de gain ou de pertes de souveraineté des uns et des autres ? Cet objectif stratégique ne permet plus de considérer que la détention du billet vert des Etats-Unis non adossé à l'or ou les obligations gouvernementales du G7 comme un frein à un BRICS élargi. Au contraire, dans les deux prochaines décennies, l'importance de la propriété et de la transformation des matières premières dans les pays du BRICS et le besoin insatiable des pays émergents pour accéder à ces matières premières permettent de penser que les ressources naturelles vont jouer un rôle déterminant dans le positionnement des pays à capacité d'influence faible, l'Afrique notamment.

De fait, la création d'une monnaie BRICS digitalisée ou pas, est un impératif non pas pour entrer dans la guerre des monnaies, mais justement pour y échapper.

Encore faut-il que la monnaie BRICS repose, au moins dans un premier temps, sur un panier de devises dont l'or et certains métaux stratégiques et rares et que la digitalisation sous forme d'un jeton digitalisé BRICS Plus ou BRICS Plus Coin repose sur des réserves constituées de matières premières.

Sergei Glazyev, membre du conseil national financier de la banque centrale russe et ministre chargé de l'intégration et de la macroéconomie de la Commission économique eurasiennne, rappelle que rien n'est impossible si la discipline monétaire est acceptée par les Etats membres du BRICS Plus : *« Si [une nation] réserve une partie de [ses] ressources naturelles pour soutenir le nouveau système économique, [son] poids respectif dans le panier de devises de la nouvelle unité monétaire augmentera en conséquence, ce qui permettra à cette nation de disposer de réserves monétaires et d'une capacité de crédit plus importantes. En outre, des lignes de swap bilatérales avec les pays partenaires commerciaux leur fourniront un financement adéquat pour les co-investissements et le financement de leurs échanges commerciaux<sup>31</sup> ».*

Au lieu d'empêcher ou de ralentir un tel avènement, les Etats-Unis et plus largement, les pays du G7 et de l'OTAN gâcheraient :



- à faire le bilan de leurs interventions dans le monde au plan monétaire ; et
- à accepter que l'architecture monétaire du monde demain peut encore se faire ensemble sur des bases équitables, ou à défaut, une architecture monétaire alternative verra le jour, vraisemblablement en leur absence, ce avec des technologies de la blockchain et l'utilisation de la compensation et des crypto-actifs.

Les objectifs de « recouvrement » d'une souveraineté monétaire usurpée sont supérieurs à quelques intimidations de type hard ou soft power. En effet, il s'agit de retrouver les vertus de la dignité, du régionalisme<sup>32</sup> et de la capacité d'influence mutuelle pour la paix dans le monde. Quelle que soit la date où une nouvelle monnaie de réserve des BRICS Plus sera officialisée, cette monnaie alternative ne pourra plus être l'otage du système de Bretton Woods légitimant le capitalisme financier de domination<sup>33</sup> qui se nourrit de l'appauvrissement de ceux qui ne disposent pas, ou disposent d'une capacité d'influence faible. Un combat pour la justice ? Vraisemblablement !

YEA.

Je vous remercie pour l'invitation.

-----

28 mai 2023 et mise en ligne le 28 mai 2023.

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO, Directeur de Afrocentricity Think Tank

Contact : [yeamaizo@afrocentricity.info](mailto:yeamaizo@afrocentricity.info)

© Afrocentricity Think Tank

- 
- <sup>1</sup> Amaïzo, Y. E. (1998). « De la dépendance à l'interdépendance. Mondialisation et marginalisation : une chance pour l'Afrique ? Editions L'Harmattan : Paris.
- <sup>2</sup> The White House (2023). "Fact Sheet: Biden Economic Plan Delivers Robust Progress in all 50 States". In [www.whitehouse.gov](http://www.whitehouse.gov). 06 February 2023. Accessed 24 May 2023. Retrieved from <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2023/02/06/fact-sheet-the-biden-economic-plan-is-working/>
- <sup>3</sup> Nussbaum, M. (1962). *Togo. Eine Musterkolonie?* Rütten & Loening Verlag : Berlin. Voir aussi Sebald, P. (2013). *Die deutsche Kolonie Togo 1884-1914. Auswirkungen einer Fremdherrschaft.* Ch. Links Verlag : Berlin.
- <sup>4</sup> Kass, H. (2023). "Kamala Harris Has (Almost) No Chance Of Being President". In [www.19fortyfive.com](http://www.19fortyfive.com). 11 January 2023. Accessed 24 May 2023. Retrieved from <https://www.19fortyfive.com/2023/01/kamala-harris-has-almost-no-chance-of-being-president/>
- <sup>5</sup> Le Figaro avec AFP (2023). « « Finissons le travail » : Joe Biden annonce sa candidature à l'élection présidentielle américaine de 2024 ». In [www.lefigaro.fr](http://www.lefigaro.fr) 25 avril 2023. Accédé le 24 mai 2023. Voir <https://www.lefigaro.fr/international/joe-biden-annonce-sa-candidature-officielle-a-l-election-presidentielle-americaine-de-2024-20230425>
- <sup>6</sup> US Department of the Treasury (2023). "Debt Limit" 2023. In [home.treasury.gov](http://home.treasury.gov). Accessed 24 May 2023. Retrieved from <https://home.treasury.gov/policy-issues/financial-markets-financial-institutions-and-fiscal-service/debt-limit#:~:text=Since%201960%2C%20Congress%20has%20acted,recognized%20that%20this%20is%20necessary>
- <sup>7</sup> Monvoisin, V., Berr, E. et Ponsot, J.-F. (Ed.) (2018). *L'économie post-keynésienne : histoire, théories et politiques.* Préface de James K. Galbraith. Editions Seuil : Paris.
- <sup>8</sup> Department of Treasury (2023). "Letter to the Honorable Kevin McCarthy, Speaker U.S. House of Representatives" from Janet L. Yellen. [Secretary Yellen sends Debt Limit Letter to Congress May 22, 2023]. In [home.treasury.gov](http://home.treasury.gov). 22 May 2023. Accessed 24 May 2023. Retrieved from <https://home.treasury.gov/system/files/136/Debt-Limit-Letter-to-Congress-Members-20230522-McCarthy.pdf>
- <sup>9</sup> US Department of the Treasury (2023), Op. Cit.
- <sup>10</sup> Grigorian, D. A. (2023). "Restructuring Domestic Sovereign Debt: An Analytical Illustration". In [www.imf.org](http://www.imf.org). *IMF Working Papers*. WP/23/24. International Monetary Fund. 3 February 2023. Accessed 24 May 2023. Retrieved from <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2023/02/03/Restructuring-Domestic-Sovereign-Debt-An-Analytical-Illustration-529112>
- <sup>11</sup> IMF (2023). "Composition of Official Foreign Exchange Reserves (COFER)". In [data.imf.org](http://data.imf.org). 31 March 2023. Accessed 24 May 2023. Retrieved from <https://data.imf.org/?sk=E6A5F467-C14B-4AA8-9F6D-5A09EC4E62A4>



- <sup>12</sup> Arslanalp, S. & Simpson-Bell, C. (2021). "US Dollar Share of Global Foreign Exchange Reserves Drops to 25-Year Low". In [www.imf.org](http://www.imf.org). 5 May 2021. Accessed 24 May 2023. Retrieved from <https://www.imf.org/en/Blogs/Articles/2021/05/05/blog-us-dollar-share-of-global-foreign-exchange-reserves-drops-to-25-year-low>
- <sup>13</sup> IMF (2023). "Composition of Official Foreign Exchange Reserves (COFER)". Op. Cit.
- <sup>14</sup> Bnamericas (2023). "IMF ups Latin America's economic growth outlook for 2023". In [www.bnamericas.com](http://www.bnamericas.com). 31 January 2023. Accessed 24 May 2023. Retrieved from <https://www.bnamericas.com/en/news/imf-ups-latin-americas-economic-growth-outlook-for-2023>
- <sup>15</sup> World Bank (2023). *World Development Indicators 2023*. The World Bank Group: Washington D.C.
- <sup>16</sup> Amaïzo, Y. E. (2008). *Crise financière Mondiale. Des réponses alternatives de l'Afrique*. Editions Menaibuc : Paris/Douala.
- <sup>17</sup> Agbohhou, N. (2000). *Le Franc CFA et l'Euro contre Afrique*. Editions Nouvelles souverainetés mondiales : Coignières, France.
- <sup>18</sup> Aglietta, M. et Orléan, A. (2002). *La Monnaie entre violence et confiance*. Editions Odile Jacob : Paris.
- <sup>19</sup> IMF (2023). *Regional Economic Outlook. The Big Funding Squeeze*. April 2023. In [meetings.imf.org](http://meetings.imf.org). Accessed 24 May 2023. Retrieved from <https://meetings.imf.org/en/IMF/Home/Publications/REO/SSA/Issues/2023/04/14/regional-economic-outlook-for-sub-saharan-africa-april-202331>
- <sup>20</sup> Il s'agit du taux de conversion du dollar américain USD dans les différentes devises choisies, ce entre 2012 and 2023.
- <sup>21</sup> Business News (2023). « Les Brics - Puissances émergentes mondiales ». In [www.businessnews.com](http://www.businessnews.com). 6 avril 2023. Accédé le 24 mai 2023. Voir <https://www.businessnews.com.tn/les-brics-puissances-emergentes-mondiales,544,128209,3>
- <sup>22</sup> Monchau, C.-H. et Syz (2023). « L'expansion des BRICS ». In [www.allnews.ch](http://www.allnews.ch). 10 janvier 2023. Accédé le 24 mai 2023. Voir <https://www.allnews.ch/content/points-de-vue/l%E2%80%99expansion-des-brics#:~:text=D%E2%80%99apr%C3%A8s%20Silk%20Road%20Briefing%2C%20les%20autres%20candidats%20probables,des%20BRICS%20qui%20s%27est%20tenue%20en%20mai%202022> ; voir aussi *Silk Road Briefing. La liste des pays candidats à la date du 28 mai 2023 : Arabie Saoudite, Alger, Argentine, Afghanistan, Bangladesh, Bahreïn, Biélorussie, Egypte, Indonésie, Iran, Kazakhstan, Mexique, Nigeria, Nicaragua, Emirats Arabs Unis, Pakistan, Sénégal, Soudan, Syrie, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Uruguay, Venezuela, Zimbabwe. A cette liste, il faut rajouter les nombreux pays qui risquent de s'inscrire plus discrètement dans l'alliance des BRICS pour échapper aux sanctions des Etats-Unis, du G7 et de l'OTAN...*
- <sup>23</sup> Agence EcoFin (2023). « Le groupe des BRICS statuera sur l'admission de nouveaux membres d'ici fin 2023 ». In [www.agenceecofin.com](http://www.agenceecofin.com). 13 janvier 2023. Accédé le 24 mai 2023. Voir <https://www.agenceecofin.com/actualites/1301-104424-le-groupe-des-brics-statuera-sur-l-admission-de-nouveaux-membres-d-ici-fin-2023>
- <sup>24</sup> Bartlett, K. (2023). "Common Currency on Agenda for South African BRICS Summit". In [www.voanews.com](http://www.voanews.com). 12 May 2023. Accessed 24 May 2023. Retrieved from <https://www.voanews.com/a/common-currency-on-agenda-for-south-african-brics-summit/7090756.html>
- <sup>25</sup> Sankari, L. (2023). « Les BRICS, comme un pavé jeté dans l'ordre mondial ». In [www.humanite.fr](http://www.humanite.fr). 25 février 2023. Accédé le 24 mai 2023. Voir <https://www.humanite.fr/monde/brics/les-brics-comme-un-pave-jete-dans-l-ordre-mondial-783778#Le%20BRICS%20Coin,%20Une%20Alternative%20Au%20Dollar>
- <sup>26</sup> Bloomberg (2023). "BRICS to discuss common currency plan during the summit, says South African Foreign Minister". In [cnbctv18.com](http://cnbctv18.com). 10 May 2023. Accessed 24 May 2023. Retrieved from <https://www.cnbctv18.com/market/currency/brics-to-discuss-common-currency-plan-south-african-foreign-minister-china-india-russia-16621991.htm>
- <sup>27</sup> BRICS information Center (2014). "Treaty for the Establishment of a BRICS Contingent Reserve Arrangement". In [www.brics.utoronto.ca](http://www.brics.utoronto.ca). 15 July 2014. Fortaleza, Brazil Accessed 24 May 2023. Retrieved from <http://www.brics.utoronto.ca/docs/140715-treaty.html>
- <sup>28</sup> EurasiaBusinessNews (2023). « La brésilienne Dilma Rousseff élue présidente de la banque des BRICS ». In <https://eurasiabusinessnews.com>. Accédé le 24 mai 2023. Voir <https://eurasiabusinessnews.com/2023/04/01/la-bresilienne-dilma-rousseff-elue-presidente-de-la-banque-des-brics/>
- <sup>29</sup> Boom Bust (2015). « Richard Werner on quantitative easing and central banks ». In youtube.com. Fichier disparu. 26 février 2015.
- <sup>30</sup> Werner, R. and The Conversation (2023). "The expert who pioneered 'quantitative easing' has seen enough: Central banks are too powerful and they're to blame for inflation". In [fortune.com](http://fortune.com). 20 mars 2023. Accessed 24 May 2023. From <https://fortune.com/2023/03/20/is-federal-reserve-too-powerful-inflation-quantitative-easing-richard-werner/>
- <sup>31</sup> Monchau, C.-H. et Syz (2023). « L'expansion des BRICS ». Op. Cit.
- <sup>32</sup> Escobar, P. (2023). Sergey Glazyev: "The road to financial multipolarity will be long and rocky". In [thecradle.co](http://thecradle.co). 13 March 2023. Accessed 24 May 2023. Retrieved from <https://thecradle.co/article-view/22457/sergey-glazyev-the-road-to-financial-multipolarity-will-be-long-and-rocky>
- <sup>33</sup> Sullivan, J. W. (2023). "A BRICS Currency Could Shake the Dollar's Dominance. De-dollarization's moment might finally be here". In [foreignpolicy.com](http://foreignpolicy.com). 24 April 2023. Accessed 24 May 2023. Retrieved from <https://foreignpolicy.com/2023/04/24/brics-currency-end-dollar-dominance-united-states-russia-china/>